

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de Haute-Normandie

Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28 mai 2009

Unité Territoriale de Rouen-Dieppe

Subdivision Territoriale 2

Affaire suivie par Dominique LEPICARD  
Dominique.lepicard@industrie.gouv.fr  
Tél. 02 32 91 97 63 – Fax : 02 32 91 97 97

R:\ENTREP~1\3LNORM~1.DEEVAP(RAP~1\2009\UTRD.2009.05.37  
CODERST.doc  
Réf. : UTRD.2009.05.37 T2 DL-DL

**Département de la Seine-Maritime**

**3L NORMANDIE**

**AMFREVILLE-LA-MIVOIE / SOTTEVILLE-LES-ROUEN**

**Rapport de l'inspection des installations classées  
au préfet de Seine-Maritime**

**Proposition de prescriptions complémentaires  
(Article R512-31 du code de l'environnement)**

**1 PRESENTATION DU DOSSIER**

**1.1 L'exploitant**

La société DEEP GREEN S.A. a été autorisée, par arrêté préfectoral du 13 septembre 2004, à exploiter, sur les communes de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et AMFREVILLE-LA-MIVOIE, zone industrielle du Jonquay II, un centre de traitement de terres polluées (voir plan de situation en annexe 1). L'exploitation de ces installations a été transférée à la société DEEP GREEN NORMANDIE (récépissé du 14 juin 2005), filiale de DEEP GREEN SA, puis à la société 3L NORMANDIE à la suite du placement en redressement judiciaire de la société DEEP GREEN NORMANDIE et au jugement du tribunal de commerce en date du 19 décembre 2008 (récépissé du 4 février 2009).

**Présent  
pour  
l'avenir**

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00  
Tél. : 33 (0) 2 32 91 97 60- fax : 33 (0) 2 32 91 97 97  
1, avenue des Canadiens  
76804 St Etienne du Rouvray CEDEX

## 1.2 Fonctionnement des installations

Si les contrôles administratif, olfactif, visuel et d'absence de radioactivité sont concluants, les terres sont déchargées dans l'une des alvéoles d'environ 100 m<sup>2</sup> de la zone de contrôle, pour analyses. Si ces analyses démontrent qu'elles respectent les critères d'acceptation du centre, les terres sont criblées puis stockées provisoirement sous abri. Après traitement par désorption thermique, les terres sont stockées provisoirement dans des alvéoles de 100 m<sup>2</sup>, le temps d'effectuer un contrôle, puis sur l'aire de stockage temporaire avant évacuation en filière adaptée au vu des résultats des analyses.

## 1.3 Etat des lieux

Lors de la dernière inspection effectuée sur le site le 2 avril 2009, il a été constaté que l'aire de stockage temporaire des terres traitées, qui supportait alors 22 293 tonnes de terres, était saturée. Ceci empêche le fonctionnement de l'installation et le désengorgement des aires de stockage des terres polluées.

## 2 PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES



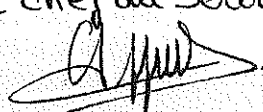
Afin de régler le problème lié à la saturation de l'aire de stockage temporaire des terres traitées, l'inspection des installations classées propose l'adoption de prescriptions complémentaires (voir projet de prescriptions en annexe 2) réglementant le stockage provisoire sur cette zone et fixant les conditions d'élimination des terres actuellement présentes.

Ce projet de prescriptions :

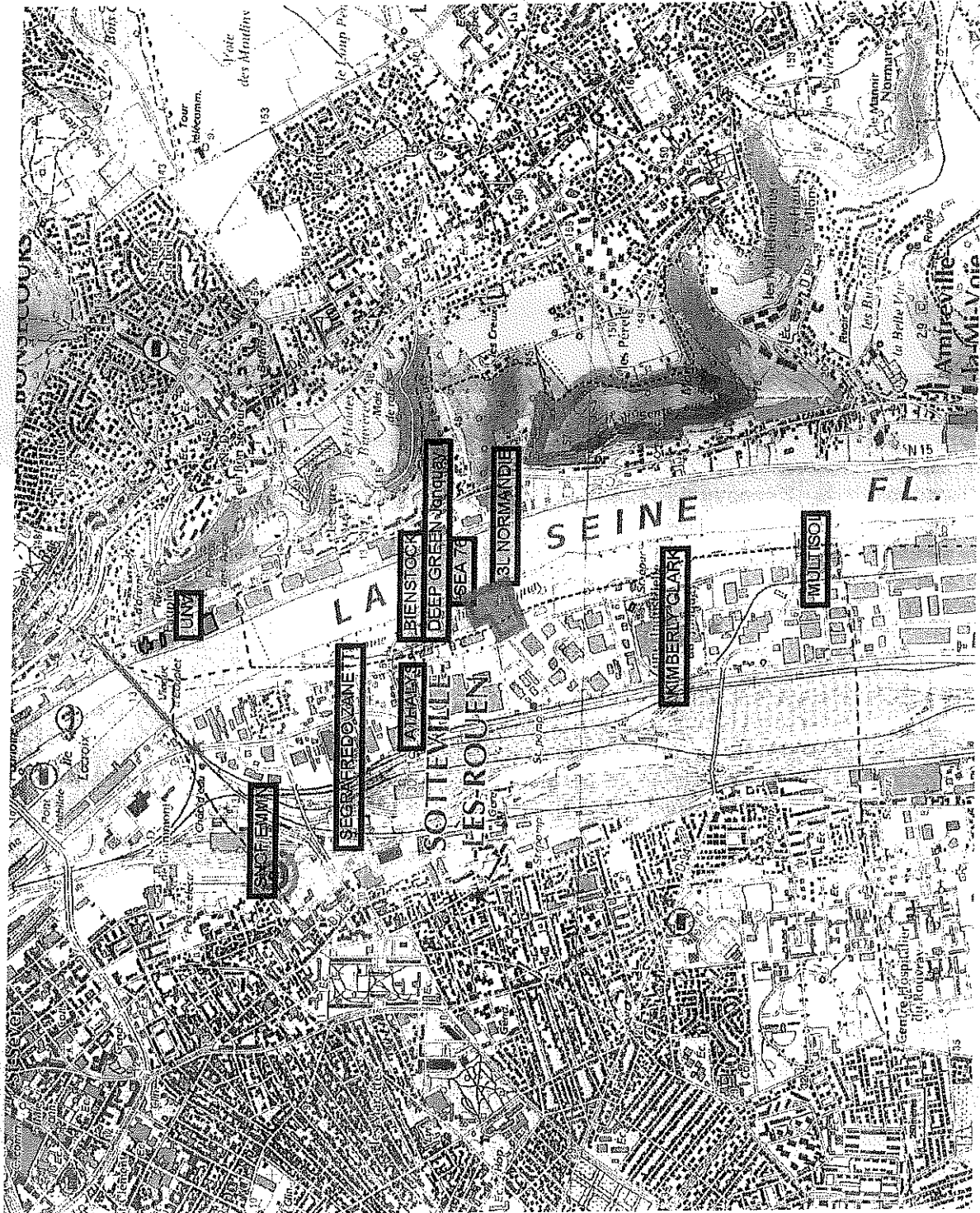
- accorde un délai de 3 mois à l'exploitant pour l'élimination, dans des filières adaptées, des terres actuellement présentes sur l'aire de stockage provisoire. Au cours de ces 3 mois, l'exploitant devra transmettre mensuellement à l'inspection des installations classées un état d'avancement détaillé (dates d'enlèvement, quantité, résultats d'analyses, destination finale) du déstockage.
- limite le stockage provisoire de terres traitées sur l'aire prévue, en quantité (15 000 tonnes) et en durée (1 an), afin d'éviter qu'une telle situation réapparaisse.

## 3 CONCLUSION GÉNÉRALE

Conformément aux articles R.512-25 et R.512-31 du code de l'environnement, le présent rapport doit être soumis à l'avis du CODERST et votre rapporteur vous propose d'émettre un avis favorable sur le projet de prescriptions présenté en annexe 2.

<b>Rédacteur :</b> Le 28 mai 2009 L'inspecteur des installations classées  Dominique LEPICARD	<b>Vérificateur :</b> Le 02/06/09 L'inspecteur des installations classées  Maxence TERNOY	<b>Adopté et transmis à monsieur le</b> préfet de Seine-Maritime, le 02/06/09 <b>Pour le directeur et par délégation :</b> Le chef du Service Risques  Grégoire APPERE
---	---	---

- Commune
- Département
- Zone\_Ecologique
- Zone\_Ecologique
- Interventions Clés des
- Elaborations



**PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES ANNEXEES A L'ARRETE  
PREFECTORAL EN DATE DU .....**

-----  
**3L NORMANDIE  
ZONE INDUSTRIELLE DU JONQUAY II  
76300 SOTTEVILLE LES ROUEN  
et  
76920 AMFREVILLE LA MIVOIE ET**  
-----

**1. Modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2004**

Le paragraphe « Phase 1 : Construction du centre de regroupement et de traitement » du titre  
**7. DISPOSITIONS TRANSITOIRES** des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral  
d'autorisation du 13 septembre 2004 est complété, à sa fin, par le paragraphe suivant :

*La quantité de terres dépolluées stockée sur cette aire est limitée à 9 000 m<sup>3</sup>, ou 15 000 tonnes.  
Les terres dépolluées doivent être éliminées dans des installations dûment autorisées dans un  
délai d'un an à compter de la date de leur traitement.*

**2. Dispositions transitoires**

Les terres présentes, à la date de notification du présent arrêté, sur l'aire étanche de stockage  
provisoire des terres dépolluées, et dont la quantité est estimée à 22 293 tonnes, doivent être  
éliminées dans des installations dûment autorisées dans un délai de 3 mois à compter de la  
notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet mensuellement à l'inspection des installations classées un état  
d'avancement du déstockage, précisant notamment :

- les dates d'évacuation,
  - les quantités de terres évacuées,
  - les résultats des analyses effectuées sur ces terres,
- les nom et adresse de la destination finale, et le cas échéant des installations d'entreposage  
provisoire.